

3 novembre 2015

Centre de conférence Pierre Mendès France  
Ministère des Finances et des Comptes Publics



Avec le soutien de



## Edito Edito



Le 3 novembre 2015, les 400 participants à la conférence annuelle de l'Apeca l'ont bien compris, l'ensemble des forces publiques sont définitivement en ordre de marche pour réussir la dématérialisation.

**Dématérialiser**, c'est un enjeu économique, grâce à des opérations mieux maîtrisées, plus rapides et moins coûteuses, les entreprises et les organisations publiques gagnent en compétitivité.

Mais c'est également un enjeu de société, la dématérialisation vient «bousculer» notre façon de communiquer modifiant ainsi les pratiques et les usages.

En 2016, l'APECA devient l'Acteur de référence pour la Promotion des Echanges Commerciaux et Achats dématérialisés.

Une nouvelle équipe est à la barre, de nouveaux adhérents et partenaires institutionnels s'engagent à nos côtés, le lancement du **Tour de France 2016-2017** pour être au plus près des utilisateurs .... et ce n'est qu'un début !

Ensemble, nous relèverons le challenge de la dématérialisation

Éric Duverger  
Président de l'APECA



# Dématérialisation simplification, une alliance pour la compétitivité

**Simplifier, dématérialiser, rationaliser**, économiser tels sont les maître mots des messages transmis lors de la conférence annuelle de l'APECA qui s'est tenue le 3 novembre dernier dans l'enceinte du Ministère des Finances. Pour y parvenir, outils, règles et communications doivent être mis en place. Un travail important attend tous les acteurs qu'ils appartiennent à la sphère publique ou à la sphère privée.

Premier grand chantier : la dématérialisation des factures. Tout est en place pour que d'ici 2017, tous les fournisseurs des entités publiques puissent transmettre des factures dématérialisées.

Eléments essentiels à la dématérialisation des flux financiers : les cartes de paiement pour éviter de briser la chaîne de la dématérialisation qui part de l'appel d'offres et aboutit à l'archivage numérique.

Si les grands groupes et les grandes entreprises ont anticipé le virage de la

dématérialisation, les TPE et PME vont découvrir la mise en place de la facturation électronique. L'APECA propose son aide pour la mise en place de projet et envisage d'organiser un Tour de France en région en 2016, soutenu par Clotilde Valter la Secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la Simplification, venue conclure la conférence.



[Clotilde Valter](#)

[Secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'Etat et de la Simplification](#)

**Le développement de la monétique** au sein des entités publiques et plus particulièrement le déploiement de la carte d'achat, n'en n'est pas pour autant oublié. Au cœur du secteur public local, les programmes de carte achat ont progressé de 15%. Plus de 84 millions d'euros de dépenses ont été réglées par la carte. Les communes sont particulièrement actives et promptes à la mise en place des programmes. L'Etat très actif également sur le déploiement des moyens de paiement dématérialisés annonce sa stratégie offensive et ses ambitions de déploiement. Cartes Achat, Cartes et solutions de paiement pour les Voyages d'affaires

sont au cœur de notre actualité.

Au cours de ce grand rendez-vous annuel, **l'APECA a dévoilé son [Livre Blanc sur les cartes entreprise](#)**.

Un recueil de 48 pages, très didactique, pour tout savoir sur les cartes et les solutions de paiement.

Le potentiel de développement de ces outils monétiques et les gains qui y sont associés sont colossaux.



# Les achats non stratégiques - La carte d'achat

## Du côté de la sphère

**Etat**, les dépenses réglées par cartes achat devraient atteindre 242 millions d'euros à fin 2015. Le ministère de la défense, très moteur depuis le début, génère à lui seul 72% de ce chiffre d'affaires. Progressivement, la plupart des ministères comprennent l'intérêt de développer l'utilisation de la carte d'achat. Les ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Culture et de l'Education Nationale ont enregistré en 2015 des progressions significatives. Les objectifs de l'Etat sont clairs avec la systématisation du paiement par carte achat sur les marchés mutualisés éligibles. D'ici à juin 2016,

**La carte d'achat est un maillon essentiel de la chaîne de la dématérialisation.** Elle assure la dématérialisation des flux financier et offre un niveau de contrôle et de sécurité renforcé. De nombreuses entités publiques utilisent la carte d'achat dans des commerces de proximité en niveau 1. Une expérimentation réalisée par le ministère de la Défense vise à automatiser la remontée des information et éviter des ressaisie ou des contrôles manuelles ; sources d'erreurs. La plate-forme achat finance de Rennes vient de débiter ce pilote sur 25 porteurs, sans limitation de temps. L'objectif est de permettre au service exécutant de ne plus avoir à fournir de justificatifs sur des achats récurrents effectués toujours

95% des paiements devront être réalisés par carte achat sur 3 segments : papier, fournitures de bureau, consommable d'impression. Le Service des Achats de l'Etat (SAE) qui définit et met en œuvre la politique des achats de l'Etat, veillera au respect de ces décisions. Elles s'inscrivent dans le plan de simplification des procédures de l'Etat et vise au déploiement continu de la carte achat.



Jean-Philippe POURTIER

**Les collectivités territoriales ne sont pas oubliées**, Laurent Fabregat nous annonce un renforcement des outils à disposition des experts locaux de la DGFIP afin de soutenir l'effort de déploiement de Cartes achat.



Laurent FABREGAT

[Télécharger les présentations](#)

par les mêmes personnes dans une même enseigne et dans les mêmes rayons. Pour un fournisseur, l'acceptation de la carte d'achat nécessite parfois l'adoption de solutions techniques. Celles proposées par ITS permettent notamment de s'affranchir de l'absence d'interopérabilité pour l'acceptation des trois types de cartes pour les transactions de niveau 3. Sinon, il est nécessaire de souscrire un contrat avec chacun des émetteurs (American Express, MasterCard et Visa). Les outils proposés par ITS offrent un bon moyen de combattre les réticences qui subsistent parfois chez les fournisseurs. Pour Rexel, il y a bien longtemps que l'acceptation de la carte d'achat n'est plus un problème. Le numéro un mondial de la distribution de matériel électrique est passé à l'ère digitale avec la commande

électronique et passe à la dématérialisation fiscale sur le secteur public dès 2016. Le groupe souhaite transférer l'expérience du digital sur ses clients artisans, TPE, PME. Rexel a embauché une douzaine de personnes pour la promotion et le développement digital. Le passage à la dématérialisation fiscal est obligatoire. « C'est un bien, souligne Christian Rouvière, Rexel. C'est bien quand on n'a pas le choix, mais il faut assurer un accompagnement. L'Etat, l'APECA avec ces conférences et d'autres événements répondent aux attentes des différents acteurs en marche vers l'ère digitale ».



# Les frais de déplacement – La carte logée, la carte d'affaires



## Table ronde voyages d'affaires : des résultats exemplaires, explications

*Julien Chambert CBT conseil , Michel Dieleman AFTM, Jean-Philippe Pourtier SAE*

**C**artes affaires, cartes logées et outils de reporting sont la base d'importantes économies au sein des entreprises et des entités publiques. Orange a réalisé 30 millions de gains en trois ans, en couplant justement carte affaires et carte logée. Entre 2004 et 2015 le nombre de cartes affaires est passé de 200 à 35.000. Les cartes logées ont engendré 60% de gains sur les processus. Le coût de traitement des notes de frais est ainsi passé de 90 à 54€. Les nombreux outils de pilotage ont généré beaucoup de valeur ajoutée. « Nous sommes également passé de 80 équivalent temps plein à deux personnes en automatisant commande et factures et en déployant la dématérialisation des pièces justificative. Tous les projets ont été portés au plus haut niveau de l'entreprise avec une communication auprès du personnel la plus pertinente possible », confiait Michel Dieleman, Orange et Président de l'AFTM. Pour Julien Chambert, CBT Conseil, il est nécessaire d'atteindre une masse critique pour mettre en place des outils de gestion des notes de frais. « En dessous de 300.000€ par an de voyages d'affaires, la mise en place de ces outils n'est pas rentable. Ensuite, le retour sur investissement se calcule très facilement. Les cartes logées sont très utiles, car finalement, elles réduisent le niveau des dépenses. La

politique de voyage est ainsi respectée. Si on y ajoute les taxis et l'hôtellerie, les économies sont encore plus importantes. Les contrôles sont en effet plus faciles ». Du côté de la sphère Etat, on cherche également à rationaliser les processus et à faire des économies. Les déplacements représentent 400 millions d'euros par an. La stratégie de l'Etat est de mettre en place des cartes logées. « L'objectif est de recourir systématiquement à une carte logée et d'y adosser 100% des dépenses de voyages d'ici 2017. Nous envisageons de réaliser des gains de 10% sur le traitement des 200 millions de factures d'agence de voyages qui sont générés chaque année », précisait Jean-Philippe Pourtier, Service des Achats de l'Etat (SAE). Les frais de transports et les frais de mission s'imposent comme le deuxième poste de frais généraux dans une entreprise (76% des dépenses en 2013). Ce poste peut-être optimisé par le déploiement au sein de la structure de cartes logées combinées à des outils de réservation en ligne, de gestion des ordres de missions et de dématérialisation des factures. On peut considérer que sur cette chaîne les gains indirects peuvent être de 60%. Ces solutions d'optimisation du poste "voyages et représentations" s'adressent au secteur privé comme au secteur public.

Nos partenaires exposants spécialistes du voyages d'affaires



**PORTAIL ENTREPRISES**

SIMPLIFIEZ-VOUS L'ACHAT ET LA GESTION DE VOS DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS.

# Des marchés simplifiés à la facture dématérialisée



Céline FAIVRE



Philippe VRIGNAUD



Stéphane THEVENET



Cyrille SAUTEREAU

## [Télécharger les présentations](#)



Georges FISCHER  
Catherine DELORT  
Etienne ERASIMUS  
Pascal PIQUOT

Les directives de mars 2014 imposent une dématérialisation totale des marchés publics en 2018. Les textes prévoient une période de transition.

« La France n'est pas en retard, mais en pratique il n'y a pas beaucoup de dématérialisation de bout en bout. L'idée du plan est de se montrer pédagogue. »

L'objectif est d'aboutir à la généralisation de la dématérialisation en allant plus loin que la directive et de le faire pour tous les marchés. La volonté est également de développer le dites le nous une fois pour ne pas avoir à redemander des informations déjà enregistrées.

Par ailleurs, la signature électronique ressentie comme un frein. On propose de simplifier. Pas de signature électronique lors de l'offre, mais uniquement pour celui qui obtiendra le marché », précisait Catherine Delort.

Les douanes ont entrepris un très gros travail pour parvenir à la dématérialisation de la quasi totalité des documents et ainsi faciliter le transit des marchandises. « Les douanes aiment la dématérialisation. Toutes les thématiques de la conférence nous concernent. Les déclarations en douanes sont entrées dans l'ère de la dématérialisation. Nous avons mis en place « Delta », un outil de dédouanement en ligne. Il offre un traitement et un dédouanement rapides. Les marchandises sont dédouanées en moins de 3 minutes. Neuf millions de déclarations en douanes et 25 millions de documents associés sont traités chaque année.

Le GUN Guichet Unique National permet de tout centraliser. La France donne le quitus fiscal extrêmement rapidement. A l'étranger les douanes sont moins performantes », expliquait Pascal Piquot.

Les Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI) sont également à la pointe des nouvelles technologies. « Les CCI sont aussi tiers de confiance et s'adressent aux douanes étrangères. Nous sommes très performants dans ce domaine et facilitons ainsi les échanges internationaux », expliquait Georges Fischer.

Il faut ensuite penser à l'archivage. « La dynamique de la dématérialisation des flux comptable engendre des volumes de pièces dématérialisées de plus en plus importants. Le développement de l'archivage électronique est donc indispensable », analysait Etienne Erasmus. Afin d'améliorer l'accueil du public, l'offre d'un service numérique complet et de qualité permettra, de faciliter et de limiter les démarches des usagers. En cela, il est un vecteur de simplification des démarches. « A cet égard, la DGFIP compte à moyen terme offrir un espace numérique sécurisé et unifié de l'usager (l'ENSU) qui aura vocation à couvrir l'ensemble des démarches des usagers liées au règlement des impôts, des amendes et des produits locaux. Il sera ensuite étendu aux entreprises ».

# Acteur pour la Promotion des Echanges Commerciaux et Achats dématérialisés

**A**cteur de référence pour la Promotion des Echanges Commerciaux et Achats dématérialisés, destinés à supporter les Marchés porteurs dans le B to B.

Association loi 1901, elle réunit un groupe de personnes volontaires et investies autour d'un projet commun, la Dématérialisation !

Dématérialiser pour simplifier, fiabiliser améliorer la compétitivité, mais aussi pour offrir de nouvelles opportunités.

L'Apeca, seule association spécialisée dans les échanges commerciaux public - privé, est au cœur d'un vaste écosystème avec comme rôle premier de :

- **Promouvoir** au plus près des utilisateurs, le cadre légal, les méthodes, les bonnes

**D**e l'achat au paient, nous suivons et informons sur :

- Les marchés
- Les commandes B to B
- Les factures
- Les moyens de paiement

**Faire partie de l'APECA c'est :**

- bénéficier d'informations en avant-première
- participer à des discussions avec les pouvoirs publics
- se benchmarker
- promouvoir son image et son savoir-faire
- être membre d'un réseau influent

pratiques et les solutions des fournisseurs afin d'aider à répondre aux questions qui se posent avant de prendre une décision. Pour promouvoir il faut tout d'abord comprendre, l'Apeca est donc un lieu pour :

- **Échanger**
- **Informer**
- **Porter** la bonne parole, les bons messages auprès de tous



## Nos partenaires exposants



All you need. With love.



FRANCE



# APECA

La transaction dématérialisée

## Nos membres 2016



BNP PARIBAS



BPCE



hauts-de-seine  
CONSEIL GENERAL



CM-CIC



DIRECTION GENERALE DES  
FINANCES PUBLIQUES



All you need. With love.



FIDUCIAL  
OFFICE SOLUTIONS

ITS Interactive  
Transaction  
Solutions



SOCIETE GENERALE

L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE



SGA  
Secrétariat général pour l'administration



L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE

Retrouvez toute l'actualité sur [www.apeca-association.org](http://www.apeca-association.org)